LA VIE CULTURELLE À AMIENS : DES HOMMES ET DES LIEUX (1947-1989)

Trogneux Alain

▶ **To cite this version:**

Trogneux Alain. LA VIE CULTURELLE À AMIENS : DES HOMMES ET DES LIEUX (1947-1989). 2020. halshs-02937869v1

HAL Id: halshs-02937869

https://shs.hal.science/halshs-02937869v1

Preprint submitted on 14 Sep 2020 (v1), last revised 28 Sep 2020 (v2)

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LA VIE CULTURELLE À AMIENS :

DES HOMMES ET DES LIEUX (1947-1989)

Alain Trogneux

Correspondant IHTP du département de la Somme

La vie culturelle à Amiens est ancienne. Si on remonte à l'Antiquité, un amphithéâtre romain s'élevait à l'emplacement actuel de l'hôtel de ville. Avec ses 15 000 places assises, les arènes d'Amiens étaient comparables à celles de Nîmes ou de Fréjus. Inauguré le 21 janvier 1780, le Théâtre d'Amiens a longtemps été la plus ancienne salle de spectacle de province puisque le Grand Théâtre de Bordeaux ne fut ouvert que le 9 avril suivant. À l'époque contemporaine, Jules Verne préside en 1889 l'ouverture du Cirque municipal et en mars 1966, André Malraux inaugure la Maison de la Culture.

Pour la période qui nous intéresse, Amiens est une ville qui, de 84 000 habitants en 1946 en situation de pénurie, portant durablement les stigmates de la guerre (cité détruite à 50%, à 75% pour son centre-ville), passe à 107 000 habitants en 1962 en tant que ville accédant au statut de capitale régionale, puis à 132 000 en 1975 dans la période d'amorce de la crise (déclin du textile), et à 135 000 habitants en 1982. Après la Reconstruction de l'après-guerre et la phase d'extension des années 1960, Amiens poursuit une lente mutation au cours des années 1970 et 1980. Sa description est pourtant restée longtemps négative à cause de l'ampleur des destructions et de l'absence de décideurs politiques de renom. La ville, rasée en 1945, est durablement confrontée aux dommages de guerre et donne l'image d'un sous-développement culturel jusqu'à la naissance de la Maison de la Culture en 1966. Mais si la vie artistique et culturelle est néanmoins bloquée net, des acteurs locaux ne cessent de prendre des initiatives afin de redonner du souffle à la capitale de la Picardie.

1. Mobiliser les énergies dans l'après-guerre

Au sortir de la guerre, la vie artistique et culturelle repose encore sur ses piliers traditionnels : les Sociétés savantes, les Archives départementales, la Bibliothèque municipale, le Conservatoire, l'Ecole des Beaux-Arts et le Musée de Picardie. Mais ces structures porteuses doivent laisser la place à l'installation de nouvelles collectivités, sources de renouvellement.

À côté de la vénérable Académie des Sciences, Lettres et Arts d'Amiens, fondée en 1750, dirigée par le Docteur Ferry et qui regroupe les grands noms de la capitale picarde (médecins, chirurgiens, juges, notaires…), on trouve dans la lignée du XIXe siècle des sociétés savantes à l'audience de plus en plus réduite : la Société des Amis des Arts de Robert de Franqueville, dont le but est « de contribuer au développement économique de la ville » , et qui organise des expositions industrielles et des expositions artistiques ; la Société des Antiquaires de Picardie de Charles de Favernay qui s'est donné pour mission de « répertorier tous les monuments de l'art et d'histoire que l'Antiquité et le Moyen-Age ont laissés en Picardie » et qui publie une revue régulière ; la Société industrielle d'Amiens d'André Hunebelle qui rassemble un grand nombre de patrons du département afin « d'amener les dirigeants à confronter leur expérience, pour former un personnel qualifié » ; les Rosati Picards avec Edmond Duthoit et René Normand, société qui se consacre à la recherche des traditions populaires et du dialecte picard.

La Bibliothèque municipale d'Amiens est dotée d'un riche fonds historique mais aussi de très nombreux ouvrages de base scientifiques et techniques. Paul Logié en est le conservateur en chef depuis 1942 et reste en place durant plusieurs décennies. Il entretient un vaste réseau de notabilités puisqu'il est également professeur à l'école de Droit et maître de conférences d'histoire et de littérature à l'école Polytechnique. À l'occasion de la construction d'une zone industrielle au nord de la ville (1953), il propose une collaboration avec la Chambre de commerce afin d'établir un partenariat en vue de l'abonnement à des revues et périodiques susceptibles d'intéresser ingénieurs et techniciens. Mais son initiative remporte peu de succès. Les Archives de la Somme conservent un intérêt certain du fait de la famille qui les dirige depuis 1919. Joseph Estienne[1] est assurément le grand archiviste de Picardie. Au sortir de la Grande Guerre, il est chargé de plusieurs missions dans les archives allemandes des territoires occupés. Après la Seconde Guerre mondiale, il se voit confier le contrôle des Archives de l'Oise, puis celle des Archives de l'Aisne. Dans des conditions assez difficiles de transport et logement, il s'attelle à une énorme tâche de classement et d'inventaire. Membre actif de la Société des Antiquaires de Picardie et auteur de très nombreux ouvrages et répertoires, il siège à la Commission supérieure des Archives et donne des cours à l'École des Chartes. À sa mort en 1950, son fils Jean lui succède après avoir été chargé de mission par le ministère des Affaires étrangères pour la publication des archives politiques allemandes. Figure incontournable de la culture amiénoise, il reste directeur des Archives jusqu'en 1983. Durant cette période il intègre

[1] Carolus-Barré Louis, « Joseph Estienne (1887-1950) », *Bibliothèque de l'école des chartes*. 1951, tome 109, livraison 2, p. 369-371, [en ligne] URL : www.persee.fr/doc/bec_0373-6237_1951_num_109_2_460274

le conseil d'administration de la Maison de la Culture et fait office de correspondant permanent de la DRAC de 1965 à 1977.

Le Musée de Picardie, quant à lui, a échappé aux destructions des deux guerres mondiales. Né à l'initiative de la Société des Antiquaires de Picardie, ce premier grand musée des Beaux-Arts de province est bâti sous le Second Empire. Après 1945, son conservateur, Robert Richard (né à Brest en 1910), organise de très nombreuses expositions, mais il est aussi un de ceux qui sont à l'initiative de la rénovation de l'Abbaye de Saint-Riquier, de la naissance du Centre Culturel de Saint-Riquier. Membre fondateur de la Maison de la Culture, il en est également le premier président. Il demeure conservateur du Musée de Picardie jusqu'à la fin des années 1970 avant de laisser place à une femme, Véronique Alemany (1979). Avec Robert Richard, le Musée de Picardie devient un véritable lieu de rencontres où se rassemblent régulièrement, un peu comme au Havre ou à Bourges la municipalité, les responsables de l'architecture, les trésoriers des dommages de guerre, les technocrates, le préfet et les artistes.

Les années qui suivent la Libération se caractérisent par le désir de vivre intensément après la dure parenthèse de la guerre. L'accès à une culture de masse se concrétise avec le succès de la fréquentation du cinéma. Les salles de spectacle du centre-ville sont pour la plupart détruites, notamment les cinémas de première exclusivité. Ce sont les salles de quartier qui assurent l'essentiel des entrées dans un confort un peu précaire. Hormis le Cirque municipal qui fait aussi du cinéma, ne subsistent dans le centre que deux salles récentes, *Le Caméo* et *Le Picardy. Le Picardy,* la salle la plus confortable, accueille près de 1500 spectateurs. La scène accueille un grand écran de 11m de large et se convertit pour le théâtre et le music-hall avec une fosse d'orchestre pouvant contenir 25 musiciens. Le propriétaire du lieu est la famille de Fesquet qui a créé la Compagnie Française de Cinéma (*CFC*) en 1928 et qui le conserve jusqu'en 1990, année de sa cession à la *Gaumont*. Le directeur de la salle est Jacques Lecat qui reste aux manettes jusqu'à la fin des années 80 entretenant un vaste réseau dans le monde du spectacle.

À noter également que le diocèse d'Amiens est propriétaire de deux nouvelles salles : *Le Régent*, rue de Noyon, édifié en 1954 et *Le Pax*, rue des Otages, inauguré en 1961. À cette date, Amiens possède dix salles de projection. Les ciné-clubs se développent et en janvier 1957, le ciné-club Jean Delance est à l'origine d'un premier festival du cinéma à Amiens. Dix ans après Cannes et à la suite d'autres villes françaises comme Valence, Tours, Angers, Nancy ou Aix-en-Provence, Amiens devient pour une semaine la capitale du cinéma. Ce festival obtient un immense succès, confirmé par la présence du comédien François Périer, de l'historien Jean Mitry, et s'achève en apothéose avec la projection en avant-première du *François Mauriac* de Roger Leenhardt et de *Nuit et Brouillard* d'Alain Resnais.

Au sortir de la guerre, la vie théâtrale semble inexistante. Le vieux Théâtre municipal, fierté des Amiénois, et qui datait de la période Louis XVI, n'a pas résisté aux flammes de juin 1940. Malgré une campagne active menée par le quotidien *Le Courrier Picard* et son chroniqueur Jean Nattiez, professeur de lettres à l'École normale de garçons, la municipalité ne prévoit pas de reconstruire une nouvelle salle. La loi sur les dommages de guerre ne l'a d'ailleurs pas prévu, ce que réaffirme le ministre Raoul Dautry lors de sa visite à Amiens en

1945 : « Les principes de la reconstruction ne prévoient pas de théâtre dans les villes de moins de 100 000 habitants, ce qui est le cas d'Amiens : il y a des choses plus urgentes à rebâtir… ». Ainsi durant deux décennies, Amiens va connaître un sous-équipement chronique. Les Municipalités successives SFIO (Maurice Vast[2], Camille Goret[3]) adoptent toutes le même slogan : « on reconstruira le théâtre quand les maisons d'habitation seront reconstruites ». Pour beaucoup d'élus de l'époque, la question culturelle passe au second plan et certains pensent que maisons d'habitation et théâtre font partie de la même caisse de dommages de guerre. Certains ne veulent pas prendre de risques comme Léon Tellier[4], adjoint au maire qui refuse la comparaison avec les villes allemandes où la reconstruction culturelle va au même rythme que la reconstruction matérielle. Les troupes de théâtre se rabattent alors sur les salles de quartier, les préaux d'école ou le Cirque municipal, ou encore *Le Picardy* avec la convention ville-*Picardy* à l'initiative de Jacques Lecat pour élaborer chaque année une saison théâtrale. En fait, les troupes locales sont dans la continuité de l'entre-deux-guerres avec les mêmes dirigeants (Jeune Comédie, Amiens-Comedia, Théâtre d'Essai…). On trouve bien sûr la troupe de marionnettes à fil dite des Cabotans avec son héros Ch'Lafleur créée par Maurice Domon en 1933, et qui atteint le chiffre de 1000 représentations en 1956.

La grande nouveauté de la période est la création du Carquois en 1950, une structure de l'UFOLEA (Union française des œuvres laïques d'éducation artistique) où on retrouve de jeunes enseignants comme Jacques Labarrière et Jacques Debary. Ce dernier rejoint ensuite la troupe de Roger Planchon pour devenir un acteur de premier plan au théâtre et à la télévision, notamment dans la série *Les Cinq dernières Minutes*. À l'époque, l'Éducation nationale met à disposition de la Ligue de l'Enseignement des instituteurs qui ont pour tâche de développer des activités artistiques post-scolaires. Grâce à l'UFOLEA et à la « Jeunesse et les Sports » qui éditent respectivement un fichier et une collection « Éducation et Théâtre » (avec des œuvres comme celles de Synge, Lope de Vega, Lady Gregory, des adaptations de fables du Moyen Age) qui permettent aux instituteurs de monter des pièces sous les préaux ou dans les salles des fêtes des quartiers. En 1957, Jacques Debary se fait un nom sur Amiens en organisant « Huit jours de spectacles populaires » au Cirque devant 10 000 spectateurs. Il propose du théâtre, des chorales, des orchestres, des expositions, et même l'enregistrement d'une émission de radio qui s'appelle « Prenez garde à la poésie » de Philippe Soupault avec Jean Poiret et Michel Serrault.

En 1958-1959, la compagnie connaît une évolution considérable avec l'arrivée d'André Steiger, qui travaille au Théâtre de Bourgogne, a joué avec Planchon et surtout dirigé la première des troupes permanentes de décentralisation, « la Comédie du Centre-Ouest » à Guéret de 1951 à 1955, puis à Bellac où il a créé le festival national en 1954. Avec lui, la troupe prend une nouvelle dimension en bouleversant l'esthétique des spectacles. La troupe du Carquois obtient un succès considérable à Amiens, dans le département de la Somme, en France et même

[2] Cahon Julien, « Vast, Maurice, Alfred, Diogène », *Le Maitron Dictionnaire biographique*, version mise en ligne le 11 avril 2013, dernière modification le 3 septembre 2020, URL https://maitron.fr/spip.php?article145614
[3] Besse Jean-Pierre, « GORET Camille, Émile », *Le Maitron Dictionnaire biographique*, version mise en ligne le 28 mars 2009, dernière modification le 25 juillet 2018, URL https://maitron.fr/spip.php?article49624
[4] Le Maner Yves, « Tellier Léon, Aristide, Zéphyre. Pseudonymes dans la Résistance : Mécrant, Louvet Paul », *Le Maitron Dictionnaire biographique*, mise en ligne le 30 novembre 2010, dernière modification le 19 mars 2017, URL https://maitron.fr/spip.php?article132140

à l'étranger. Le Carquois tourne en effet en Allemagne de l'Ouest (1958, 1960, 1965), en Italie (1966), en RDA (1972). En 1957, Jacques Debary obtient le Premier Prix du Concours national de Théâtre universitaire et amateur, en 1966 le Grand Prix du festival international d'Arezzo, et enfin, en 1984, le Grand Prix du festival off d'Avignon. Pierre Aimé Touchard[5], Inspecteur général au ministère des Affaires Culturelles vient voir la troupe, mais ne la soutient pas dans l'attribution d'un statut professionnel car cela se passe en même temps que la création du Centre dramatique du Nord attribué à André Reybaz. Pour ne pas mécontenter Cyril Robichez, le directeur du Théâtre populaire des Flandres, qui a l'appui du maire de Lille, c'est la troupe nordiste qui obtient le statut professionnel et non le Carquois, qui ne le récupère qu'en 1978.

Autre initiative de la période, la naissance des ATP (Amis du Théâtre Populaire), association créée par Marguerite Bauduin, professeur de lettres au lycée de jeunes filles, qui organise des conférences, voyages à Paris ou à Avignon et qui fait venir à Amiens Jean Vilar et sa troupe du TNP (Gérard Philipe, Maria Casares, Philippe Noiret, Daniel Sorano…) À l'époque, elle travaille avec Jean Rouvet[6], administrateur du TNP lorsque Jean Vilar en est le directeur. Pour eux, en parfaits pédagogues, il faut fabriquer un public pour qu'un théâtre existe. Il est donc nécessaire d'organiser les déplacements, de remplir les autocars, d'obtenir les autorisations, de constituer des points d'accueil des troupes théâtrales. Cette association reçoit l'appui de l'Inspecteur d'Académie Henri Chauchoy qui est en poste à Amiens après avoir œuvré en Allemagne, apportant ainsi la preuve que, là-bas, on reconstruit des théâtres. Cet énorme travail finit par payer car, en plus du TNP, les ATP accueillent la troupe de Sacha Pitoëff qui monte *Oncle Vania,* ou celle de Jean Dasté qui vient jouer *Le Cercle de craie caucasien*. En outre, ils organisent des soirées poésie avec André Reybaz, Henri Pichette ou des conférences avec Roland Barthes ou Arthur Adamov. Ils montent également des expositions grâce au soutien de Léon Gischia, peintre costumier de Jean Vilar et obtiennent l'aide d'Edgar Morin et de Jean Duvignaud, qui enseignent alors à Amiens et à Abbeville.

Quand Jean Rouvet, devenu Inspecteur général de l'Action culturelle au ministère de la Culture vient annoncer en juin 1962, lors de la distribution des prix au Conservatoire, qu'Amiens aurait la quatrième maison de la Culture de France, c'est pour mieux insister sur le fait que c'est « parce qu'un mouvement culturel, concrétisé dans une brillante troupe d'amateurs comme le Carquois et dans les activités d'associations qui permirent la venue du TNP au Cirque d'Amiens, a convaincu l'Administration Supérieure de l'importance de votre cité... ». En 1966, à l'ouverture de la Maison de la Culture, estimant avoir rempli leur mission et devant une programmation conforme à leurs vœux, les ATP, qui ont regroupé jusqu'à 6000 adhérents, cessent leurs activités.

[5] Loyer Emmanuelle, « Touchard Pierre-Aimé », *Le Maitron Dictionnaire biographique*, version mise en ligne le 22 décembre 2018, dernière modification le 23 décembre 2018, URL https://maitron.fr/spip.php?article209862
[6] Finickel Élodie, « Rouvet Jean », *Le Maitron Dictionnaire biographique*, version mise en ligne le 24 mai 2015, dernière modification le 6 septembre 2015, URL https://maitron.fr/spip.php?article17173

2. Les années 60 et la naissance de la Maison de la Culture

L'image contemporaine d'Amiens est fortement liée à trois bouleversements majeurs. Dans le domaine de l'aménagement du territoire, les années 1960 s'inscrivent comme une période d'amorce de déconcentration. La constatation du déséquilibre régional amène le gouvernement à bâtir une stratégie pour développer des métropoles qui servent de locomotives à leur région.

En mars 1964, un décret institue officiellement Amiens comme préfecture de région. A cette date, la création de la préfecture confirme le principe de l'harmonisation des services extérieurs de l'État avec Pierre-Marcel Wiltzer comme premier préfet de région. La visite du général de Gaulle à Amiens en juin 1964 concrétise cet évènement. Amiens se dote également d'une Académie (1964) dont Robert Mallet (poète et romancier) est le premier recteur (1964-1969), accompagnant le mouvement de démocratisation de l'enseignement. Après les événements de Mai 68, l'Université de Picardie est créée le 27 mars 1969 et prévue pour accueillir plusieurs milliers d'étudiants. Pour supporter cet afflux, il faut investir dans la création de locaux, bibliothèques, restaurant universitaire et bâtir un campus au sud de la ville (Dominique Taddei devient le premier président de l'Université[7]). La vie culturelle longtemps associée au Théâtre municipal et au Cirque prend un nouveau souffle avec l'inauguration en mars 1966 de la Maison de la Culture. Initiée par André Malraux et pilotée par Émile Biasini (Quatrième Plan 1962-1966), la MCA d'Amiens est la quatrième du nom après Le Havre, Caen et Bourges. La conception de l'édifice dépasse largement celle d'un théâtre de type Napoléon III ; il s'agit d'un grand complexe culturel qui accueille du théâtre, mais aussi de la danse, de la musique, des expositions, des films sous la direction de Philippe Tiry (1965-1971), puis de Dominique Quéhec (1971-1981), et de Jean-Marie Lhôte (1981-1991).

L'ouverture de la Maison de la Culture produit dans la vie culturelle amiénoise une véritable onde de choc. Son histoire, ses dirigeants, ses moyens vont défrayer la chronique locale en suscitant les passions et les controverses. Officiellement, le coup d'envoi est donné le 19 mars 1966 par le fameux discours prononcé par André Malraux lors de l'inauguration : « Le temps vide, c'est le monde moderne. Mais ce qu'on a appelé le loisir, c'est-à-dire un temps qui doit être rempli par ce qui amuse, est exactement ce qu'il faut pour ne rien comprendre aux problèmes qui se posent à nous... ». Mais en réalité l'affaire révèle les atermoiements et les rivalités prenant place dans un contexte national. Le projet remonte en effet au 2 décembre 1960, lorsque le conseil municipal adopte l'avant-projet de reconstruction du théâtre municipal et le confie à l'architecte Pierre Sonrel. Après avoir dressé les plans d'un théâtre de 1200 places, celui-ci lui adjoint une salle de congrès en amphithéâtre de 350 places, avec possibilité de cinéma, trois salles de réunion, des locaux pour cuisine, cafétéria et bar, une galerie d'exposition, des bureaux et des locaux techniques. La conception de l'édifice dépasse largement celle d'un théâtre de type Napoléon III et, suivant les directives du ministère des Affaires culturelles, le 12 juillet 1961, on passe à l'édification d'une Maison de la Culture, voulue par André Malraux. Amiens se lance dans l'aventure après Le Havre, Caen et Bourges.

[7] Cahon Julien, « Taddei Dominique, Georges », *Le Maitron Dictionnaire biographique*, version mise en ligne le 3 mai 2015, dernière modification le 3 septembre 2020, URL : https://maitron.fr/spip.php?article172684

Le 8 juin 1962, le projet établi par les architectes Sonrel (Paris), Duthilleul (Boulogne-sur-Mer) et Gogois (Amiens) est définitivement approuvé par le conseil municipal qui décide la mise en adjudication d'une première tranche de travaux, de façon que ceux-ci puissent démarrer à l'automne 1962. Il faut préciser que l'ambassadeur de Malraux, Émile Biasini, avait fait valoir des arguments de poids qui se résument en quelques mots : « Si vous reconstruisez un théâtre, Amiens supportera la totalité des charges... si vous réalisez une Maison de la Culture, l'État participera au financement à parité avec les collectivités. »

Le préfet de la Somme, Henri Larrieu, dont les pouvoirs sont conséquents à l'époque, fait passer le message et le mécanisme s'enclenche très vite même s'il faut l'accompagner d'un complément pédagogique indispensable. Les élus locaux ne savent pas ce que contient l'offre « Maison de la Culture », alimentant de ce fait de nombreux désaccords où s'opposent deux clans, les « pour » et les « contre », qui ne correspondent pas à un clivage gauche/droite. Le problème est d'autant plus vaste que la Maison de la Culture d'Amiens est la première qui naît ex nihilo. Émile Biasini, s'adressant à la municipalité (novembre 1964), proclame que « la Maison de la Culture est un instrument de démocratisation, supposant un groupe d'animation qui devra favoriser la rencontre d'Amiens avec l'universel... ». Mais un premier conseil d'administration sort du néant, composé de membres dont personne n'a jamais entendu parler et qui veulent s'emparer du projet. En font partie des personnalités de la Chambre de commerce, des industriels, des notables, mais aucun des actifs des ATP ou du Carquois. Tout semble être piloté depuis Paris. Les déclarations de Biasini font comprendre aux artistes locaux que la future Maison de la Culture « n'est pas une salle pour les joyeuses troupes d'amateurs ». Le malaise s'accentue lorsque André Malraux nomme à la direction les deux frères Marrey. L'édifice n'étant pas terminé, ils se retrouvent dans un bureau au Musée de Picardie où le directeur Robert Richard n'entend pas partager ses pouvoirs. Il faut à la fois définir les missions d'une Maison de la Culture, répartir les moyens et se répartir les tâches. Les propos d'André Malraux passent pour l'utopie d'un écrivain généreux mais la concrétisation du projet soulève des difficultés. Les deux directeurs nommés ont peu d'expérience dans le domaine culturel : Bernard Marrey a commencé sa carrière dans la recherche pétrolière, Jean-Claude vient du milieu de l'édition et est devenu ensuite secrétaire général de la Comédie de l'Est à Strasbourg. Très vite ils entrent en conflit avec les membres du nouveau conseil d'administration, le différend portant essentiellement sur des questions de pouvoir. Le blocage est persistant et pendant les travaux Malraux vient clandestinement certains dimanches pour voir où en est le bâtiment, pour activer et rencontrer un certain nombre de personnalités. En septembre 1965, Émile Biasini choisit la manière forte et remplace les frères Marrey. Il nomme Philippe Tiry, directeur du Centre dramatique national du Sud-Est. Âgé de 38 ans, c'est un pionnier de la décentralisation dramatique, accompagnant Jacques Fabbri et sa troupe durant dix ans avant d'être nommé en 1962 directeur du CDN d'Aix-en-Provence. Il s'entoure d'une équipe jeune et dynamique afin de l'aider dans sa mission : Marcel Bonnaud, futur directeur du Centre d'Action culturelle de Mâcon, le scénographe Claude Engelbach, le graphiste Alain Bullot, l'ingénieur et écrivain Jean-Marie Lhôte, futur directeur de la MCA de 1981 à 1991, le programmateur et futur producteur Jean-René Pouilly...

Au cours du premier trimestre 1966, les préparatifs de l'inauguration vont bon train. Sur le parvis, une sculpture monumentale d'Étienne Martin, pesant plus de trois tonnes, est acheminée avec difficulté. Pour donner plus d'éclat à l'événement, on fait venir de Paris des sculptures de Giacometti, de Maillol et de Laurens. Aux murs, les tapisseries sont signées Matisse, Masson, Lurçat, Manessier, Arp et Le Corbusier. Mais surtout, on fait appel au Musée du Louvre qui prête pour l'occasion dix chefs-d'œuvre qui sont exposés pendant huit jours dans la capitale picarde. C'est tout un panel de l'histoire de la peinture française qui est proposé aux Amiénois : *Diane Chasseresse* de l'école de Fontainebleau, *Orphée* de Poussin, *David, sacré roi* de Claude Gellée dit le Lorrain, *L'Étude* de Fragonard, *L'Enlèvement de Rebecca* de Delacroix, *La Femme à la perle* de Corot, La *Chambre* de Van Gogh, *La Balançoire* de Renoir, *La Serveuse de bock* de Manet et *Le Pont de Maincy* de Cézanne. Côté programmation, le théâtre monte progressivement en puissance et accueille successivement la Comédie de Bourges, le Centre dramatique du Nord puis le Centre dramatique du Sud-Est. Le 12 février 1966, l'Odéon-Théâtre de France joue devant une salle comble *Le Partage de midi* de Paul Claudel, avec Edwige Feuillère, Jean-Louis Barrault, Jean Dessailly et Jean Servais. Le 19 février, la discothèque et la bibliothèque ouvrent à leur tour. Outre le théâtre, la MCA présente aussi des projections de classiques de cinéma et un récital de Guy Béart et d'Anne Sylvestre.

Avec de telles affiches, les adhésions (10 francs et une photo pour obtenir des réductions sur le prix des spectacles, le libre accès à la discothèque et à la salle de lecture) se multiplient à une cadence effrénée : 5000 adhérents en février, 7000 en mars. Lorsque Malraux inaugure le bâtiment le 19 mars 1966, il tient à préciser : « Vous êtes plus nombreux comme abonnés de cette Maison qu'il y a d'abonnés à la Comédie Française ». Après avoir rappelé que le loisir n'est pas forcément « un temps qui doit être rempli par ce qui amuse » et critiqué « les usines de rêve qui ne sont pas là pour grandir les hommes, mais pour gagner de l'argent », Malraux définit le rôle de la culture telle qu'il l'entend :

> Il n'y a et il n'y aura pas de Maison de la Culture sur la base de l'État, ni d'ailleurs de la municipalité, la Maison de la Culture c'est vous. Il s'agit de savoir si vous voulez la faire ou si vous ne le voulez pas. Et si vous le voulez, je vous dis que vous tentez une des plus belles choses qu'on ait tentée en France, parce qu'alors avant dix ans, ce mot hideux de province aura cessé d'exister.

Devant mille personnalités françaises et étrangères - parmi elles Armand Salacrou de l'Académie Goncourt, le Recteur Robert Mallet, Gilbert-Jules, membre du Conseil Constitutionnel, mais aussi Olivier Stirn, Antoine Bernard ou Jérôme Monod ainsi que des délégations culturelles de Hongrie, du Japon et de Norvège) -, les paroles de Malraux sont très applaudies. Le tout Amiens a l'impression de vivre un moment d'histoire. C'est d'ailleurs ce qu'a tenu à préciser le ministre dans une interview exclusive au *Courrier Picard* :

> Les Picards ont montré qu'ils sont selon leur réputation des gens sérieux. Il importe qu'inversement ils sachent, ils aient le sentiment qu'en retour nous les prenons au sérieux. Les Amiénois ont apporté une contribution déterminante à ce qui est une tentative audacieuse, même sur le plan international. J'entends ne pas les décevoir... Ce qui vient de se faire ici a une importance nationale. Il fallait faire la

> preuve qu'il était possible d'échapper à la « province ». Cela a été réglé. Mais ce n'est qu'un premier pas. Merci aux Picards d'avoir été ceux qui l'ont fait.

Bien sûr, certains dans l'assistance sourient de l'emphase avec laquelle le ministre à la mèche agitée et aux tics légendaires célèbre la culture. Par ailleurs, les députés communistes de la Somme (René Lamps[8], Michel Couillet[9], Blanche Auriol[10]) refusent de prendre part à l'inauguration « parce qu'ils n'entendent pas que leur présence éventuelle puisse être utilisée comme une caution de la politique gouvernementale ». Après la cérémonie officielle, Malraux continue sa visite par une réception à l'Hôtel de Berny, puis par une redécouverte du Cirque municipal où il était déjà venu comme orateur en décembre 1935, du temps du comité Amsterdam-Pleyel. En soirée, le ministre clôture l'événement en assistant dans le grand théâtre à la représentation de *Macbeth* de Shakespeare. Pourtant, l'unanimité apparente autour de l'événement ne fait pas taire certains reproches. Certains élus auraient préféré la construction d'une piscine, d'autres soulignent la mise en concurrence avec un théâtre privé *Le Paris* (terminé en mai 1968), d'autres encore s'inquiètent des sommes à débourser (50 % de prise en charge par la municipalité) ou s'alarment du fait que la Maison de la culture sera à moyen terme déficitaire. Le maire Maurice Vast s'en prend aux faibles retombées médiatiques de l'événement pourtant promises par Bernard Anthonioz, directeur de la création artistique au Ministère des Affaires culturelles et chargé de superviser la venue du ministre. Dans une lettre à Émile Biasini, rendue publique, Maurice Vast :

> s'inquiète que l'émission sur la Maison de la Culture qui devait passer dans *Cinq colonnes à la une* ne serait pas diffusée sur les ondes. Aux questions que nous avons posées, le représentant de l'ORTF a même répondu qu'aucun cameraman n'avait été envoyé à Amiens. Je ne peux que déplorer la très faible place finalement réservée par l'organisme officiel d'information à un événement qui, selon le vœu même de M. Malraux, devait prendre une importance nationale ».

Malgré cette polémique, c'est une réussite au niveau de la fréquentation. L'ouverture de la MCA a un retentissement considérable. Comme le souligne l'envoyé spécial du *Monde*, paraphrasant la chanson de Gilbert Bécaud : « Les Picards viennent en visite, comme on va le dimanche à Orly » : plus de 20 000 personnes le premier week-end. Les adhésions affluent comme le nombre de spectateurs : 7500 adhérents et 55 000 spectateurs pour la première saison, près de 10 000 et 90 000 spectateurs pour la seconde : chiffres énormes pour l'époque, même s'ils ne doivent pas masquer que les catégories sociales participant aux activités de la MCA sont celles déjà intéressées par la culture en général (étudiants, scolaires, cadres, enseignants...) Les premières statistiques qui tombent à la mi-1967 sont à ce titre assez significatives : seuls 15 à 20 % des adhérents appartiennent à la catégorie regroupant les employés, les ouvriers et les agriculteurs.

---

[8] Cahon Julien, « Lamps René, Georges, Albert », *Le Maitron Dictionnaire biographique*, version mise en ligne le 18 août 2009, dernière modification le 25 juillet 2018, URL : https://maitron.fr/spip.php?article73369

[9] Besse Jean-Pierre, « Couillet Michel, Adrien », *Le Maitron Dictionnaire biographique*, version mise en ligne le 25 octobre 2008, dernière modification le 24 novembre 2008, URL : https://maitron.fr/spip.php?article20842

[10] Besse Jean-Pierre, « Auriol Blanche », *Le Maitron Dictionnaire biographique*, version mise en ligne le 10 octobre 2008, dernière modification le 12 mai 2016, URL : https://maitron.fr/spip.php?article10505

C'est néanmoins une véritable révolution pour une ville privée de théâtre pendant plus de vingt-cinq ans. Philippe Tiry reste six années à la tête de la Maison et en est le véritable fondateur et la vraie cheville ouvrière. De jeunes talents comme Ariane Mnouchkine, Patrice Chéreau font partie des premiers programmes et donnent le ton pour les années suivantes. En 1968, la contestation est énergique et la MCA en devient le lieu d'expression et la cible. Le Ballet Théâtre contemporain dirigé par Jean-Albert Cartier s'y implante, et dans son sillage *le Bread and Puppet*, le *Living Théâtre* ou encore Marcel Bluwal qui crée *Le Misanthrope* avec Michel Piccoli. Une certaine euphorie gagne la direction. Philippe Tiry s'interroge sur la modification du comportement des visiteurs et des spectateurs : « Ils apprennent à voir, cela se remarque tous les jours ; le public regarde, choisit, compare, commence à penser par lui-même. La Maison de la Culture, c'est le lieu où les gens se rencontrent pour rencontrer ce qu'il y a de meilleur entre eux... »

3. La fin des Trente Glorieuses

Après le départ du général de Gaulle et d'André Malraux, la décentralisation culturelle cesse d'être une préoccupation notable de l'État. Une asphyxie rampante s'instaure dans le beau mécanisme ; la règle de la parité jouant, les budgets s'en ressentent malgré la déclaration de Malraux aux députés, rappelant que les crédits nécessaires au fonctionnement des Maisons de la Culture ne représentent que le prix de vingt-cinq kilomètres d'autoroutes... Dès 1970, Philippe Tiry voit la situation se dégrader et, sollicité pour assurer la mise en place d'un important projet parisien à l'emplacement des Halles en cours de démolition, il quitte Amiens au cours de l'été 1971 et crée ensuite l'ONDA (Office national de diffusion artistique). De 1971 à 1981, Dominique Quéhec, jeune directeur de compagnie dramatique, fondateur du Théâtre municipal populaire de Goussainville, le remplace. Le maître mot qui résume alors les préoccupations est celui de « non public ». Dans l'après-68, les responsables, les animateurs se trouvent conviés à travailler en direction des publics exclus du champ culturel et artistique. A Amiens, la municipalité a changé et René Lamps, député communiste, en est devenu le premier magistrat. La nouvelle équipe municipale est donc mieux à même qu'une autre de s'intéresser aux nouveaux enjeux culturels. C'est l'époque des animations hors les murs. L'ensemble musical *Pupitre 14*, dirigé par Edmond Rosenfeld et qui a remplacé le Ballet Théâtre contemporain, s'associe généreusement à ce travail. L'activité traditionnelle de la Maison de la Culture se poursuit avec des temps forts traités sous forme de Journées nationales (sport, information, folie, action culturelle). Dominique Quéhec reprend aussi son travail de metteur en scène et présente quelques créations mémorables avec des œuvres de Genet, Claudel, Handke, Fassbinder, Audureau.

La saison du 10^{e} anniversaire est particulièrement brillante avec la venue du TNP et Antoine Vitez présente en parallèle ses trois « Molière ». Pourtant la situation économique de la MCA commence à se dégrader malgré un bilan plutôt flatteur montrant l'organisation de plus de 1500 manifestations et la venue de 500 000 spectateurs en cinq ans, dont plus de 10000 adhérents réguliers. Des problèmes de trésorerie apparaissent. En effet, les ressources de l'établissement reposent en grande partie sur les subventions versées à égalité par les collectivités locales et l'Etat. Or, la Maison de la Culture n'est ni un théâtre, ni une scène occasionnelle, car elle offre à longueur de journée, dimanches compris, des services de qualité

à ses visiteurs, adhérents occasionnels : expositions, bibliothèque, discothèque, cafeteria en dehors des spectacles. Le personnel compte alors 54 personnes employées à plein temps, ce qui constitue une part importante des dépenses de fonctionnement.

En mai 1980, Michèle Sellier, présidente de la MCA, cherche à mobiliser la population pour sauvegarder cet instrument culturel au bord de l'asphyxie financière. En effet, la programmation se réduit, hormis les créations théâtrales de Dominique Quéhec. Il n'y a plus d'achat de livres ou de disques pour alimenter la bibliothèque et la discothèque. Les expositions de sculptures s'avèrent impossibles à monter en raison du montant des frais d'assurance. La Maison de la Culture est ainsi contrainte de fermer ses portes trois mois durant l'été. Après dix ans à sa tête, Dominique Quéhec quitte Amiens en 1981 et prend la direction du Centre Dramatique National de Bretagne à Rennes. Jean-Marie Lhôte lui succède. Ce n'est pas un inconnu car il a été le collaborateur de Philippe Tiry de 1966 à 1971. Après avoir participé activement à l'aventure de l'Association technique pour l'action culturelle (ATAC) avec Louis Cousseau, il a ensuite rejoint le Musée des Arts décoratifs de Paris où François Mathey l'a embauché comme chargé de mission sur les métiers d'art. Lorsqu'il devient directeur de la MCA en novembre 1981, l'année est marquée par l'arrivée des socialistes aux responsabilités et Jack Lang est nommé à la tête du ministère de la Culture. Dans ce domaine, elle se traduit par un doublement du budget, permettant enfin un rattrapage des retards accumulés dans les financements. Dominique Wallon à la tête du développement culturel, dans une note de novembre 1982, réaffirme alors l'importance des Maisons de la Culture et Jack Lang le confirme lors du vingtième anniversaire : « Amiens illustre les principes qui sont le fondement de l'action culturelle : la rencontre exigeante avec les œuvres, la relation privilégiée des artistes avec celles ou ceux à qui se destine leur démarche. Investir dans la culture, comme l'a souligné François Mitterrand, c'est aussi investir dans l'économie d'une région. Je crois fermement, pour ma part, que c'est au cours des périodes de rigueur qu'un sursaut vers l'invention, vers la création peut changer l'avenir. La transformation de la vie à Amiens depuis vingt ans en témoigne. C'est pourquoi je veux réaffirmer, comme je n'ai cessé de le faire depuis mon arrivée rue de Valois, que la culture n'est pas l'affaire d'une seule classe sociale, qu'elle n'est pas non plus l'affaire d'un seul ministère, ni de la seule administration en général. La diversité et le pluralisme sont l'oxygène de la création. L'économie et la culture sont faites pour s'étayer mutuellement. »

De plus, les collectivités locales acceptent d'accompagner l'effort de l'État dans la mise en œuvre de nouvelles orientations. Il s'agit en la circonstance d'explorer le champ des médiathèques en préservant les anciennes missions au service du théâtre, de la danse, de la musique, des arts plastiques, du cinéma. Ainsi à la MCA, trois activités nouvelles se trouvent concernées dans les domaines du son, de la photo et de l'édition (Éditions des Trois Cailloux). Un studio d'enregistrement installé dans les locaux de ce qui fut auparavant la discothèque permet la création d'un label de disques consacré à la musique de jazz. Un jeune ingénieur du son, Michel Orier, est embauché. Il dirige le festival de jazz d'Amiens de 1982 à 2000 et fonde le label discographique *Label bleu* en 1986. Très vite cette maison de disques devient le tremplin d'une nouvelle génération d'artistes (Bojan Z, Marc Ducret...) et la marque de fabrique de nombreux musiciens (Michel Portal, Henri Texier, Aldo Romano). Michel Orier succèdera à Jean-Marie Lhôte à la tête de la Maison de la Culture d'Amiens de 1991 à 2000 ; il prendra

ensuite la direction de celle de Grenoble avant d'être nommé directeur général de la création artistique de 2012 à 2015, puis directeur de la musique et de la création à Radio France en 2016. Cette nouvelle période coïncide avec une véritable transformation de la situation culturelle dans la ville elle-même. Pendant des années, la Maison de la Culture avait disposé en quelque sorte d'un « monopole » en la matière, si l'on fait abstraction des institutions traditionnelles déjà évoquées. Dans les années 80, la culture pénètre le champ de préoccupation des édiles et élus. La Ville se dote d'un service culturel en 1975, le Département suit un peu plus tard et ensuite la Région ; sans oublier la montée en puissance impressionnante, de la Direction régionale des Affaires culturelles avec la régionalisation. C'est la DRAC notamment avec Pierre Patte (1978-1980), Claude Veyssière-Pomot (1981-1987), Jean-Marie Jenn (1987-1989) mais aussi Claude Engelbach, un ancien de la MCA devenu conseiller artistique régional, qui impulse la culture. Du coup, chacune de ces institutions tient à se manifester et si possible à briller dans un domaine où, depuis la Renaissance, le prestige s'évalue en fonction des artistes que l'on pensionne et des œuvres de la pensée que l'on soutient, pourvu qu'elles soient dans la ligne des idées dominantes.

La ville d'Amiens, dans les années 1980, apporte aussi beaucoup de soin au fonctionnement d'une vie culturelle dans les quartiers (Etouvie, Le Pigeonnier) : elle réalise divers équipements (MJC, Maison du Théâtre dans le quartier Saint-Leu dont le premier directeur est Jacques Labarrière). Le département pour sa part se fait l'initiateur d'un festival de musique à Saint-Riquier avec Christian de la Simone et Hugues Hairy avant de commencer la réalisation de l'Historial de la Grande Guerre (1992). La Région, quant à elle dirigée par Charles Baur et Claude du Grantrut, soutient un orchestre de chambre, le « Sinfonietta », avant de mettre en chantier un nouveau théâtre, la Comédie de Picardie, inaugurée en 1988 avec comme directeur Gérard Lefèvre en remplacement des Salons Godbert, haut lieu de la gastronomie picarde.

Durant cette dernière période on retiendra surtout deux temps forts : la Fête dans la ville, créée en 1978 autour de la municipalité dirigée par le maire communiste René Lamps. Organisée par le service culturel de la mairie autour de Jean-Pierre Marcos, il s'agit d'une fête de rue où l'on retrouve les multiples facettes du spectacle vivant : chorales, clowns, parades, déambulations, orchestres. Tout cela bouscule les habitudes et tranche agréablement avec les fêtes traditionnelles ou le Carnaval (création purement commerciale datant de 1961). Autre initiative notable : le Festival international du film est créé en 1980 à l'initiative du MRAP. Ces premières journées cinématographiques se signalent « comme un acte de résistance au racisme ». Porté par Albert Lévy, alors secrétaire général du MRAP et Jean-Pierre Garcia, cheville ouvrière de la manifestation, le festival présente 80 films venus des cinq continents. Financé par la municipalité, il reçoit le soutien du Conseil régional de Picardie, présidé à l'époque par le communiste Raymond Maillet[11] mais ne reçoit aucun subside de la part du

[11] Besse Jean-Pierre, « Maillet Raymond », *Le Maitron Dictionnaire biographique*, version mise en ligne le 30 novembre 2010, dernière modification le 27 avril 2013, URL : https://maitron.fr/spip.php?article119544

Conseil général de la Somme présidé par l'UDF, Max Lejeune[12], plusieurs fois ministre sous la Quatrième République.

En 1989, la municipalité communiste conduite par René Lamps cède la place à une équipe du Centre droit menée par Gilles de Robien. La situation culturelle n'a plus rien à voir avec celle de l'immédiat après-guerre. La nouvelle municipalité poursuit et amplifie les travaux de rénovation entrepris auparavant au Musée de Picardie et à la Bibliothèque municipale, en même temps qu'elle décide de restructurer de fond en comble la Maison de la Culture. La fermeture du bâtiment dure deux ans. C'est le moment choisi par Jean-Marie Lhôte pour passer le flambeau à Michel Orier qui doit, selon les vœux des autorités de tutelle, servir au maximum le spectacle vivant. En 1993, Jacques Toubon vient inaugurer la nouvelle Maison de la Culture. Entre-temps, Amiens aura eu l'impression de connaître ses années glorieuses sur le plan culturel, celles de l'irruption de nouveaux espaces, de nouveaux acteurs, de la consommation comme identité et comme système de valeurs qui remplace peu à peu un modèle ancien vidé de son sens.

[12] Cahon Julien, « Lejeune Max, Marius, Achille », *Le Maitron Dictionnaire biographique*, version mise en ligne le 2 avril 2011, dernière modification le 12 octobre 2011, URL : https://maitron.fr/spip.php?article89161